



La Réforme territoriale à la lumière des débats de la science régionale

Antoine Beyer

► To cite this version:

Antoine Beyer. La Réforme territoriale à la lumière des débats de la science régionale. Armand Colin. La réforme territoriale, et après ?, 2015, 9782200614232. halshs-01664588

HAL Id: halshs-01664588

<https://shs.hal.science/halshs-01664588>

Submitted on 22 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

La Réforme territoriale à la lumière des débats de la science régionale

Antoine BEYER

*Publié dans le « Big Bang territorial », La consultation scientifique nationale de la RERU
le 23 décembre 2014*

Dans un article récent, « l'avantage économique apparent des métropoles : un problème de méthode de calcul ? », deux chercheurs reconnus en science régionale, Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti^[1] remettent en question les approches jusque-là tenues pour acquises des dynamiques métropolitaines. Hors d'une controverse scientifique, la réflexion intéresse aussi directement la réforme territoriale engagée par le gouvernement Valls car il apporte de sérieux arguments pour critiquer les principes sous-jacents des découpages retenus de la France en grandes régions.

Un découpage en grandes régions fondé sur l'avantage implicite du phénomène métropolitain

En effet, la justification du découpage en grandes régions repose explicitement sur le principe admis du phénomène de métropolisation des territoires qu'il s'agirait alors d'encadrer et de renforcer. La métropole étant plus productive que le reste du territoire, il faut en susciter l'avènement là où elle n'est pas suffisamment affirmée et en amplifier la dynamique là elle s'exerce déjà pour engendrer l'indispensable création de richesse. Simultanément et pour éviter que la France ne se dualise entre territoires centraux et périphériques, le projet est aussi politique et cherche à arrimer la métropole à son vaste arrière-pays pour constituer un bloc solidaire qu'on posera comme cohérent, ceci afin d'assurer la redistribution nécessaire, tout en constituant un vivier pour ces nouveaux grands pôles urbains.

Cela pose bien évidemment un certain nombre d'interrogations quant à la capacité d'entraînement ou d'accompagnement du secteur public sur l'activité productive privée. Il y a aussi la volonté de faire coïncider les découpages politiques avec cette nouvelle géographie économique qu'on postule plus qu'on ne vérifie. Ne faudrait-il pas plutôt contrebalancer les effets de concentration spontanée de l'économie par une capacité d'auto-organisation locale accrue sur le plan politique et administratif ? D'autre part, il faudrait qu'il y ait des liens effectifs entre la métropole régionale et ses territoires, ce qui n'est évidemment pas le cas pour la Champagne, polarisée par l'IdF et non par la lointaine Strasbourg, de même pour le département de l'Oise vis-à-vis de Lille. L'intangibilité régionale est à ce prix. Enfin, la métropolisation doit-elle reposer seulement sur un pôle urbain ? Pourquoi ne pas réfléchir en termes de réseaux urbains métropolitains avec des aires de gestion plus étroites mais articulées ?

L'effet de la surproductivité métropolitaine qui est au cœur du raisonnement serait en partie dû à une erreur d'appréciation

Par ailleurs, le phénomène de métropolisation à l'échelle nationale repose sur la mise en évidence d'un avantage économique, grâce à un facteur de surproductivité métropolitaine, une idée aussi chère à Rémy Prud'homme et reprise par Laurent Davezies à l'Université de Créteil (Institut d'Urbanisme de Paris, labo de recherche l'CEIL). C'est justement sur ce point

qu'intervient la critique, car l'avantage économique mis en avant relèverait largement pour Olivier Bouba Olga et Michel Grossetti d'un effet statistique et d'une surinterprétation de la propension à la concentration (économie d'échelle) en sous-estimant par ailleurs les déséconomies d'échelle, l'autre processus mis en avant par la Nouvelle Economie de Paul Krugman. .

Pour les auteurs, et dans le cas français, la tendance à la concentration du PIB dans les aires métropolitaines n'est pas avérée, contrairement à ce qui est affirmé, du fait de différents biais.

- L'effet de concentration métropolitaine en France est largement lié au poids relatif de Paris. Si l'on écarte l'IdF, les métropoles régionales sont à peine plus productives (exprimé en PIB par emploi) que le reste du territoire ;
- Cet effet est largement biaisé par les effets statistiques retenus et la spécificité de l'emploi parisien, essentiellement liée aux fonctions de commandement et à l'histoire politico-administrative centralisée du pays ;
- Enfin, les territoires sont de plus en plus interdépendants et la surreprésentation de certaines fonctions d'encadrement mieux rémunérées en certains lieux ne repose pas sur une dynamique endogène mais sur un choix de localisation qui fait défaut ailleurs.

Ces arguments conduisent les auteurs à conclure à l'absence d'effet de taille pour mettre en évidence les effets de spécialisation et d'inertie dans le cadre d'un système productif pensé à l'échelle nationale et non d'un effet de concentration, qui expliqueraient à eux seuls 60% des écarts de croissance observés.

C'est donc moins la quantité que la qualité et l'intensité des liens entre acteurs socio-économiques qui fondent les territoires performants. Aussi faut-il réfléchir à deux fois avant de bouleverser la carte existante avec ses solidarités, il y a là un capital culturel mais aussi économique à préserver. Ainsi, en termes scientifiques, le projet gouvernemental de redécoupage métropolitain n'est pas seulement politiquement et démocratiquement critiquable dans ses contours, il repose aussi (pour autant qu'on puisse en juger, car aucune fondement théorique n'a été précisé dans cette démarche) sur des présupposés sinon assez fragiles, du moins discutables.

[1] La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ? (en ligne <https://tel.archives-ouvertes.fr/UNIV-POITIERS/hal-01078207v1>)

Antoine BEYER, enseignant-chercheur, UFR de géographie et d'aménagement Paris-Sorbonne